

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil de la Communauté de Communes ANDAINE-PASSAIS

Date convocation : 21/01/2022	L'an deux mil vingt-deux, le 27 janvier à 19h, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la salle principale du CIDPA-12, rue Jean Moulin à Juvigny Val d'Andaine sous la présidence de M. JARRY Sylvain,
Nombre de membres en exercice : 37	<u>Etaient présents</u> , Mmes MM. ADDA Françoise, ALLEAUME Philippe à partir de 19H15, BEAUCHEF Régis, BLOUET Jean-Pierre, BOULENT Daniel, BOURREE Marie-France, BRETON Dominique, CHEVALIER Manuela, COUPEL Christian, DARGENT Michel, DE VALLAMBRAS Marie-Thérèse, DUBREUIL Benoît, DUMAINE Chantal, DUREUIL Brigitte, GAIGNON Loïc, GRANDIN Philippe jusqu'à 20H20, JARRY Sylvain, LERIVRAIN Bernard, LEROUX Éric, LEROUX Henri, LETELLIER Gislaine, MOREAU Bernard, MOREL-GILLOT Dominique, PETITJEAN Olivier, RABLINEAU Jeannine, ROETZINGER Claudine, ROGER Joël, ROULLEAUX Éric, SERAIS Sylvie, TURCAN Philippe
Nombre de présents : 29	<u>Absents excusés</u> : Mmes MM ALLEAUME Philippe jusqu'à 19H15, BOUVIER-WITTER Françoise, GRANDIN Philippe à partir de 20H20, LERAY Christophe
Nombre de votants : 34	<u>Présents par procuration</u> : Mmes MM. CANU Emmanuel (pouvoir à M. LEROUX Éric), DREUX-COUSIN Virginie (pouvoir à Mme CHEVALIER Manuela), EUVELINE Jacques (pouvoir à M. DARGENT Michel), HAIRIE François (pouvoir à M. TURCAN Philippe), MARTEAU Mildred (pouvoir à M. JARRY Sylvain)
	<u>Secrétaire de séance</u> : M. GAIGNON Loïc

FINANCES

Nomenclature M57 : Amortissements et Provisions

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 introduit des changements en matière d'amortissements des immobilisations et permet de mettre en place un assouplissement de gestion encadré des virements de crédits entre chapitres budgétaires.

Fixation du mode de gestion des amortissements des immobilisations et reprise des subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables :

Le champ d'application reste défini par l'article R.2321-1 du CGCT qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes et de leurs établissements publics.

La durée d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- des œuvres d'art
- des terrains (autre que les terrains de gisement)
- des frais d'études et d'insertion suivis de réalisation
- des immobilisations remises en affectation ou à disposition
- des agencements et aménagements de terrains (hors plantation d'arbres et arbustes)
- des immeubles non productifs de revenus.

Les communes et les établissements n'ont pas l'obligation d'amortir les réseaux et installation de voirie.

Certaines durées d'amortissement sont réglementaires :

- Durée maximale de 10 ans pour les frais relatifs aux documents d'urbanismes
- Durée maximale de 5 ans pour les frais d'études et les frais d'insertion non suivis de réalisation

- Durée maximale de 5 ans pour les frais de recherche et de développement
- Durées suivantes pour les subventions d'équipement versées :
 - * 5 ans lorsqu'elle finance des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises
 - * 30 ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations
 - * 40 ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Les durées d'amortissement des immobilisations correspondent à leur durée probable d'utilisation.

Il est proposé au Conseil, pour les autres catégories de dépenses non encadrées par la réglementation, d'harmoniser les durées d'amortissement appliquées avant le passage de la M14 à la M57. Il s'agit de :

Logiciels	2 ans
Installations électroniques et téléphoniques	10 ans
Matériels informatiques et de bureau	5 ans
Mobilier	10 ans
Autres matériels et installations	10 ans
Livres, CD, DVD	2 ans
Matériel de transport neuf	5 ans
Matériel de transport d'occasion	4 ans
Maison médicale	30 ans
Logements	30 ans
Appareil de levage - Ascenseur	30 ans
Immeuble de rapport	25 ans

L'instruction M57 prévoit que l'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata du temps prévisible d'utilisation. Il commence à la date de mise en service du bien.

Néanmoins la méthode dérogatoire consistant à amortir en « année pleine » peut-être maintenue pour certaines immobilisations dans la mesure où l'impact sur la production de l'information comptable n'est pas significatif.

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût est inférieur à 1 000 €, et ceux qui font l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de biens). Il est proposé de les amortir en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Il est donc proposé de ne pas soumettre à la règle du prorata temporis les biens inférieurs à 1 000 € et la signalisation verticale.

Les subventions d'investissement (compte 131) et des fonds affectés à l'équipement (compte 133) sont reçus par la collectivité pour financer un bien ou une catégorie de biens amortissables. Leur reprise au compte de résultat qui s'effectue au même rythme que l'amortissement du bien permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements de ces biens.

Application de la fongibilité des crédits :

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet à l'exécutif, si l'assemblée a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exception des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections.

Dans ce cas, le Président informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **FIXE** les nouvelles durées d'amortissement pour les nouvelles immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2022 comme suit :

Bien dont la valeur est inférieure à 1 000 €	1 an
Logiciels	2 ans
Frais d'études relatifs aux documents d'urbanisme	10 ans
Frais d'études et d'insertion non suivis de réalisation	5 ans
Frais de recherche et de développement	5 ans
Subventions d'équipement versées pour financer :	
- de biens mobiliers, du matériel et des études	5 ans
- des biens immobiliers et des installations	30 ans
- des projets d'infrastructures d'intérêt national	40 ans
Installations électroniques et téléphoniques	10 ans
Matériels informatiques et de bureau	5 ans
Mobilier	10 ans
Autres matériels et installations	10 ans
Livres, CD, DVD	2 ans
Matériel de transport neuf	5 ans
Matériel de transport d'occasion	4 ans
Maison médicale	30 ans
Logements	30 ans
Appareil de levage - Ascenseur	30 ans
Immeuble de rapport	25 ans

- **DECIDE** d'appliquer la méthode de l'amortissement linéaire prorata temporis à compter de la date de mise en service pour tous les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2022 en retenant comme point de départ de l'amortissement la date de mise en service de l'immobilisation ou la date d'émission du mandat pour les subventions d'équipement versées

- **DECIDE** de déroger à l'amortissement au prorata temporis pour les biens de faible valeur dont le montant est inférieur à 1 000 € et ceux qui font l'objet d'un suivi globalisé (Signalisation verticale)

- **DECIDE** d'exclure du champ d'application des amortissements les immobilisations attenantes aux réseaux et installation de voirie

- d'approuver la reprise des subventions d'équipements sur une durée d'amortissement identique avec la durée de vie de l'immobilisation financée

- **VALIDE** l'application de ces dispositions pour le budget Principal et les budgets annexes (Zones d'Activités et Ateliers)

- **AUTORISE** le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits,
 Copie conforme,
 Le Président,

Accusé de réception en préfecture
 061-200068443-20220127-20222-DE
 Date de télétransmission : 03/02/2022
 Date de réception préfecture : 03/02/2022

Accusé de réception en préfecture
061-200068443-20220127-20222-DE
Date de télétransmission : 03/02/2022
Date de réception préfecture : 03/02/2022